

Genre et développement: la place de la femme en Afrique rurale et dans les projets de développement agricole

Marie-Ange Baudouin*

Faire participer les femmes aux projets de développement leur permet d'acquérir des compétences et des connaissances nouvelles. Mais c'est aussi un atout pour la réussite de nombreux projets dans le domaine rural.

Dans un contexte de dégradations environnementales et d'ouverture des marchés, la diversification des stratégies de survie est devenue indispensable aux villages ruraux africains. Les ONG peuvent jouer un rôle fondamental sur ce plan grâce à l'introduction de techniques nouvelles et à l'appui qu'elles peuvent offrir aux populations. Cependant, la prise en compte du contexte dans lequel leurs projets prennent place sera déterminante dans la réussite de leurs activités.

Or, dans le milieu rural africain, l'importance des statuts peut constituer un frein au développement. La femme est souvent confinée dans son rôle de mère nourricière, et il sera alors vain de tenter de la faire prendre part à d'autres tâches qui ne relèvent pas de ses fonctions maternelles. Au contraire, si ce statut traditionnel est respecté, il pourra constituer un levier utile pour un projet de développement.

La femme et l'accès à la terre

Dans la société rurale de l'Ouest de l'Afrique subsaharienne, la femme joue un rôle primordial. Près de la moitié de la main d'oeuvre agricole est féminine, pour un secteur qui contribue à 30% du PIB régional. C'est principalement au niveau des cultures vivrières, qui occupent plus de la moitié de son temps de travail, que le rôle de la femme est le plus important, puisqu'elle y produit 70% des récoltes¹. En outre, la femme remplit ses tâches traditionnelles de "mère nourricière" (elle fait le ménage, la cuisine, soigne les enfants, collecte l'eau et le bois, etc.). Elle aide également les hommes dans les grandes cultures, s'occupe de la transformation et de la commercialisation des produits récoltés. Les semis, le désherbage, les récoltes, le conditionnement lui sont, par tradition, réservés². Ces multiples activités participent à la définition de l'identité féminine et de son statut social.

Cependant, bien que le travail de la terre soit l'occupation féminine principale, la femme se heurte à un problème fondamental: celui de la propriété foncière. En effet, dans le milieu rural africain, la terre appartient par tradition à l'homme. Le don de la part de son père ou de son mari est seul moyen par lequel une femme peut y avoir accès. Même dans ce cas de figure, bien souvent, elle acquerra

¹ GAFSI, « Organisation sociale de la production dans les exploitations familiales africaines », in GRANIE *et al*, 2006.

² SARR *et al*, 2006.

seulement le droit de travailler la parcelle, tandis que la propriété restera masculine³.

La division du travail est telle que la seule responsabilité des plantations vivrières lui revient, mais pas les revenus qui en sont générés⁴.

Ce statut traditionnel de la femme n'est pas resté figé dans le temps, et les mutations qui ont été introduites aussi bien par la colonisation, les indépendances, les modernisations agraires, ou les mutations dans l'organisation administrative du pays l'ont affecté. Plutôt qu'un réel bouleversement dans la perception classique de la femme rurale, ces transformations ont creusé l'écart entre les représentations et l'importance du rôle réel des femmes. Ses tâches se sont multipliées mais font partie du quotidien ou de l'ordinaire, ce qui les rend presque invisibles⁵.

Quand, dans les années 80, les politiques de modernisations se sont imposées à l'agriculture familiale africaine, elles ont principalement touché les cultures de rente, tandis que les parcelles vivrières ont conservé un outillage archaïque, nécessitant un travail plus difficile et plus long.

Les cultures rentières ont pris une importance grandissante dans le contexte des libéralisations des marchés et de recherche de revenus supplémentaires, et, alors qu'elles étaient à l'origine à la charge des hommes, celui-ci a fait de plus en plus appel à l'aide de ses femmes et filles. Toujours dans l'optique de trouver des revenus supplémentaires afin de subvenir aux besoins familiaux, le maraîchage s'est peu à peu développé comme nouvelle source financière⁶.

Ces nouvelles responsabilités sont venues s'ajouter aux journées déjà chargées des femmes, sans résistance de leur part. Souhaitant accroître leur apport à la famille, elles n'hésitent pas à investir de nouveaux espaces de travail⁷. D'ailleurs, avoir du temps libre signifie souvent mal entretenir son ménage.

Les décentralisations politiques qui ont touché beaucoup de pays africains dans l'objectif de favoriser le développement local en impliquant davantage les acteurs sociaux auraient pu offrir à la femme une chance de valoriser son travail. Malheureusement, la division des rôles masculins et féminins est tenace dans la société agraire, et, malgré l'égalité formelle de l'accès à la terre entre les deux sexes (qui est inscrite dans les conventions juridiques légales), en pratique, la situation a peu changé : la propriété est et reste masculine⁸. De plus, comme les décisions qui concernent la gestion du foncier sont généralement entre les mains des Conseils Ruraux, où les femmes sont peu représentées, il est peu probable que la situation change d'elle-même.

³ KEVANE, 2004.

⁴ RAZAVI, 2002.

⁵ GRANIE *et al.*, 2006.

⁶ TUJAGUE, « Parodie du pouvoir autour des femmes en Afrique de l'Ouest : le cas des maraîchères commerçantes dans le Nord du Sénégal », in GRANIE *et al.*, 2006.

⁷ PUGET, 1999.

⁸ SUAREZ, in *Plaidier pour d'autres mondes*, 2003.

Femmes rurales et ONG

Pour des raisons de valeurs traditionnelles et de rigidité dans les statuts, il est peu probable que le droit de propriété foncière, reconnu dans les lois, entre effectivement dans les pratiques des communautés rurales. La nécessité d'obtenir une autorisation de la part de son mari afin de pouvoir travailler la terre limite le champs des activités possibles de la femme. Cependant, cette limite n'est pas infranchissable et une des solutions pourraient s'imposer via les projets de développement ruraux destinés aux milieux traditionnels. Il reste néanmoins à mesurer la place qui est accordée aux femmes au sein de ces programmes.

C'est surtout à partir des grandes sécheresses qui ont frappé le Sahel dans les années 70 que les ONG et la communauté internationale se sont intéressées au milieu rural sahélien⁹. Des projets de développement ruraux sont alors apparus, cherchant à mettre en valeur cet environnement, par le biais de l'introduction de techniques, ressources, ou savoirs extérieurs. Cependant, pendant longtemps, malgré l'importance du rôle des agricultrices, celles-ci sont restées absentes de la construction des projets de développement.

Par la suite, peu à peu, l'invisibilité du travail des femmes dans les pays du Tiers Monde a été reconnue, et celles-ci ont fait l'objet d'une attention nouvelle. Cette reconnaissance formelle a été internationnalisée par la décennie de la Femme, initiée par l'ONU (1975-85). Cela s'est aussi traduit par la multiplication de travaux et de publications sur le sujet pour, petit à petit, déboucher sur le concept de "genre et développement", devenu incontournable depuis la Conférence des Nations Unies à Pékin, en 1995¹⁰.

A partir des années 80, la femme, en tant qu'actrice, devient le concept d'une nouvelle approche du développement, et depuis plus d'une décennie, sa participation est devenue une exigence des bailleurs de fond¹¹.

Cette volonté d'impliquer davantage les femmes repose sur les images véhiculées à leur sujet. Sur ce point, F. Puget propose quatre types de représentation de la femme qui justifient la mise en place de projets dans la société rurale subsaharienne. La première est celle d'une femme victime de la domination masculine, et que les projets de développement doivent absolument sauver; la seconde est celle de son rôle en harmonie avec la culture traditionnelle, et qui doit pour cela être préservé tel quel, sous peine de briser un équilibre; la troisième envisage la femme comme se refusant à se prendre en charge elle-même et préférant se reposer sur l'homme (il faut alors la bousculer pour qu'elle s'active...); la dernière image insiste sur le rôle économique fondamental dont elle a tout à fait conscience, et sur la nécessité de l'appuyer dans ses activités¹².

Sans tomber dans une vision qui idéaliserait la femme africaine, "courageuse et infatigable", c'est cette dernière perspective que nous retiendrons comme justification à leur plus grande implication dans les projets de développement.

⁹ SARR *et al.*, 2006.

¹⁰ DRION *et al.*, 1999.

¹¹ PUGET, 1999.

¹² PUGET, 1999.

Un autre élément pris en considération quand on parle de la nécessité d'intégrer la femme dans les projets de développement est celui de sa forte vulnérabilité. Vulnérable parce qu'elle est touchée de plein fouet par la pauvreté croissante, parce qu'elle souffre d'analphabétisme ou est privée d'éducation, parce qu'elle est soumise à des risques durant la maternité, ce concept peut néanmoins être dangereux.

En effet, il pourrait amener à faire de la femme une catégorie sociale particulière, ciblée par un type de projet particulier, ayant trait par exemple à l'amélioration de la santé ou à la lutte contre la pauvreté, tout en les excluant d'autres types de programmes de développement, tels que l'agriculture¹³.

Ainsi, les premiers projets des ONG incluant les femmes, s'ils ont eu le mérite de les faire sortir de l'invisibilité, n'ont pas contribué à briser les stéréotypes. En se focalisant sur des domaines tels que la santé, la cuisine, ou la maternité, ils ont plutôt participé au renforcement du cloisonnement des femmes dans leur rôle traditionnel. Le concept de "genre et développement", apparu durant les années 80, a comme ambition d'appuyer un nouveau type de développement. Celui-ci prend en compte les femmes dans le contexte de leurs rapports à l'homme et de leur rôle dans la survie familiale. Tout en évitant de les isoler en tant que groupe social particulier¹⁴, cette démarche a le mérite d'éviter une confrontation directe avec les hommes, qui confrontés à des projets trop centrés sur leurs épouses, pourraient sentir leur statut mis en danger.

Bien entendu, l'approche portant sur le genre doit être transversale, et ne doit pas éclipser d'autres éléments fondamentaux qui participent à la vulnérabilité féminine. Par exemple, l'important taux d'analphabétisme les prive d'un accès au matériel de vulgarisation des outils modernes agricoles, parce qu'elles ne sont pas capables d'en lire les instructions. Dans ce cas, elle peut ne pas avoir accès aux moyens et aux connaissances nécessaires à l'amélioration de cette activité, même si on l'y implique via un projet de développement.

La femme de l'Afrique rurale et les projets de développement

Les premiers projets de développement ciblant les femmes, au lieu d'en faire de véritables actrices, les ont catégorisées comme groupe social vulnérable, et ont participé au maintien des représentations traditionnelles.

Or, les actions de développement sont des opportunités qui doivent permettre à la population féminine d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences, ainsi que de nouveaux droits. Pour cela, plutôt que d'en faire un groupe isolé, il faut les appuyer dans le cadre de leurs relations aux hommes et dans le respect de leur statut de mère nouricière. Sans négliger le fait que dans de nombreuses régions du monde, et sur divers aspects, elles sont davantage vulnérables que l'homme

¹³ Par exemple, le projet du NEPAD a catégorisé les femmes comme un groupe social vulnérable, et se focalise dès lors sur les secteurs sociaux et le microcrédit. F. SARR, 2003.

¹⁴ DRION *et al.*, 1999.

(nutrition, éducation, santé, violence, etc.)¹⁵, les problèmes que connaissent les femmes du Tiers Monde doivent être abordés dans leur contexte social, afin d'y apporter une réponse adéquate.

L'importance que les femmes accordent à leur identité de mère nourricière et la perception d'une contribution accrue au bien-être familial¹⁶ les poussent à vouloir développer de nouvelles stratégies économiques. En restant dans ce cadre traditionnel, une moindre résistance de la part des hommes sera rencontrée.

Un changement dans leur attitude pourrait également être progressivement initié, par une mise en évidence des avantages à donner plus de droits et de responsabilités à leurs épouses, surtout dans le contexte de la libéralisation et de la détérioration environnementale, qui rend nécessaire la recherche de nouvelles stratégies de survie.

C'est le rôle de la femme en tant que mère nourricière qui doit servir de levier aux projets "genre et développement". S'appuyer sur ce statut a le double avantage, d'une part, de générer la motivation des femmes à pourvoir davantage au bien-être familiale, et d'autre part, froisse dans une moindre mesure les hommes, puisque l'implication féminine s'opère dans le cadre de leur statut traditionnel. La question de la propriété foncière risque néanmoins de rester pour de nombreuses années encore un problème non résolu, malgré la mise en place de projets de développement.

Au Sénégal...

Les projets que nous avons suivis se sont déroulés dans les villages de Keur Yaba Diop et de Ngoundiane Peye, tous deux situés dans le bassin arachidier sénégalais¹⁷.

Au Sénégal, comme dans beaucoup de pays africains, les systèmes fonciers traditionnel et moderne coexistent. Si les textes juridiques accordent les mêmes droits aux hommes qu'aux femmes, en pratique, la propriété foncière reste aux mains du chef de famille, et la femme ne possède aucun droit formel sur la terre. Beaucoup de familles estiment en effet qu'étant destinée à quitter la maison lors de son mariage, la femme ne devrait pas devenir propriétaire d'un terrain qui appartient au groupe familial¹⁸. Certaines femmes mariées peuvent se voir accorder un droit d'usage sur la terre, mais n'en acquièrent pas la possession. La participation féminine aux Conseils Ruraux, chargés de la gestion des terres, est insignifiante, et la seule possibilité d'accès au foncier est l'appropriation collective (du droit d'usage), via l'organisation en un groupement féminin.

¹⁵ NUSSBAUM N., 2000.

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ Nos analyses reposent sur un séjour d'un peu plus de deux mois (mi-octobre jusque mi-décembre), aux côtés de l'ONG Green Sénégal, durant lequel nous étions basées dans le bassin arachidier.

¹⁸ NDOYE T., « Accès des femmes rurales à la terre : le réseau des femmes rurales au Sénégal », in *Plaidier pour d'autres mondes*, 2003.

On peut dire qu'au Sénégal, la formation de groupes de femmes est la réponse au problème de la propriété des sols¹⁹. Le même genre de difficultés d'accès se rencontre également en ce qui concerne le matériel et les intrants. Il en résulte que les travaux se réalisent le plus souvent à mains nues ou avec des outils archaïques. Cette situation précaire est à la fois due à une méconnaissance des lois et à la peur de réclamer leur application face aux hommes. L'infériorité de la femme est renforcée par un faible degré d'alphabétisation et de scolarisation²⁰.

Au niveau du bassin arachidier, le problème majeur qui s'oppose à la mise en œuvre d'un développement durable est la précarité quantitative et qualitative des ressources en eau. Ensuite viennent les problèmes de la dégradation et de la baisse de la fertilité des sols, qui poussent les producteurs à l'abandon de certaines terres. Sans interventions, cette situation liée aux changements climatiques et aux activités humaines est loin d'assurer la couverture des besoins, présents et futurs. C'est pour répondre à cette situation précaire que l'ONG Green Sénégal intervient dans les deux villages précités.

Le projet TIPA dans le village de Keur Yaba²¹.

Ce projet consiste en la mise en place d'activités de maraîchage, grâce à un système d'irrigation moderne, qui permet d'économiser les ressources hydriques, devenues chères et rares.

En s'appuyant sur les communautés locales et en impliquant directement les populations dans les activités maraîchères, l'ONG Green Sénégal, avec le soutien d'autres partenaires, a mis en place un système d'irrigation au goutte-à-goutte. Des kits ont ainsi été distribués à 60 familles de Keur Yaba ou de villages voisins. Celles-ci ont aussi reçu une parcelle de 500 m² à mettre en valeur grâce à cette nouvelle technique²².

Le système, de fonctionnement assez simple, procure un gain de temps et d'eau réel et vise, à terme, à favoriser la diversification des activités.

La lutte contre la pauvreté et l'amélioration des revenus à travers la mise en place d'une agriculture durable sont les deux objectifs principaux. Pour y arriver, l'amélioration des productions d'auto consommation et la vente de produits transformés ont été soutenues. Le projet repose sur la participation active de la population locale, hommes et femmes, qui a, au préalable, reçu une formation à ces nouvelles tâches. Les villageois sont les bénéficiaires principaux.

¹⁹ NDOYE T., « Accès des femmes rurales à la terre : le réseau des femmes rurales au Sénégal », in *Plaidier pour d'autres mondes*, 2003.

²⁰ Le taux d'alphabétisation chez la femme au Sénégal est de 29,2%, et le taux de scolarisation est de 32%, contre 51,1 et 42 pour l'homme. PNUD, 2007-2008.

²¹ Projet TIPA, juillet 2006 à juin 2008.

²² Les parcelles ont été prêtées pas l'Imam, mais pourront être utilisées par les villageois aussi longtemps qu'ils le voudront.

Outre l'amélioration des conditions de vie et la préservation des ressources hydriques, ce programme devrait contribuer à terme à ralentir l'exode rural des jeunes.

Le projet CILSS dans la Communauté Rurale de Ngoundiane Peye²³

Ici, l'action de l'ONG a davantage ciblé les femmes à travers le transfert de certaines responsabilités. Le Groupe d'intérêt Economique (GIE) féminin a ainsi reçu des semences de qualité, de cultures vivrières ou fruitières, et a été chargé de distribuer celles-ci au sein du village.

Ce n'est pas un hasard si se sont les femmes qui ont été désignées comme gestionnaires de ce projet. Elles étaient déjà bien organisées et particulièrement actives dans divers domaines (prise en charge des enfants, activités agraires dans les grandes cultures, etc.).

Durant la phase de mise en place de son projet à Ngoundiane Peye, Green Sénégal a désigné des déléguées au sein de chaque carré du village. Celles-ci ont reçu une formation en reboisement et culture d'arbres fruitiers, qu'elles devaient ensuite retransmettre aux habitants de leur secteur, bénéficiaires des semences.

Les femmes ont donc été davantage impliquées que les hommes au niveau de l'aspect gestion du projet, mais cependant, tous les villageois ont pu bénéficier de la distribution des graines.

Progrès réalisés

Une analyse des résultats serait prématurée, étant donné que les projets sont toujours en cours d'exécution. Cependant, nous pouvons d'ores et déjà dresser un aperçu de la situation actuelle, tenant compte des échecs et réussites des programmes, ainsi que de leurs causes.

Parmi les succès déjà notables concernant le programme d'irrigation moderne on peut relever l'importance des économies qui ont pu être réalisées grâce à un moindre gaspillage de l'eau.

Tous les paysans interrogés soulignent également le gain de temps que ce système moderne leur a offert, par rapport à l'arrosage classique. Quant au projet impliquant le GIE de Ngoundiane Peye, les semences de qualité données aux femmes ont bien fructifié, particulièrement le mil, et leur ont procuré une nette amélioration au niveau des rendements.

Un autre impact positif fondamental dans les deux villages a été l'obtention d'un droit d'exploitation de la terre par les femmes.

A Keur Yaba, les parcelles ont été fournies par l'Imam, tandis qu'à Ngoundiane Peye, grâce à l'union des femmes à travers le GIE et avec l'appui de Green

²³ Projet CILSS, de juin 2007 à juin 2009.

Sénégal, les femmes ont pu obtenir un terrain à la Communauté Rurale, financé par un organisme partenaire de Green Sénégal.

Toutefois, des problèmes subsistent. Ainsi, malgré l'utilisation d'eau en moindre quantité, les paysans éprouvent toujours des difficultés à payer leur facture. Environ 75% des producteurs interrogés affirment être endettés auprès du Comité de gestion du forage²⁴. La mensualisation des paiements pose particulièrement problème dans la mesure où les rentrées d'argent ne sont pas aussi régulières, et correspondent plutôt aux cycles des récoltes. On peut néanmoins espérer que la continuation du projet permettra aux villageois de retirer de leurs récoltes des revenus suffisants pour pallier à cette contrainte via l'épargne.

Des lacunes importantes sont apparues au niveau de la formation des populations cibles. Les interviews menées font ressortir un sentiment répandu parmi les producteurs qui ne se sentent pas capables de reprendre seuls en main cette technique moderne d'irrigation. Même si certains ont pu, à force de pratique et d'observation, intégrer par eux-mêmes cette connaissance, tous déplorent la faiblesse de la formation dont ils ont bénéficié. Nous avons pu observer par nous-mêmes cette insuffisance, qui est notamment liée à l'absence d'un personnel de formateurs compétents au sein de l'ONG Green Sénégal.

Néanmoins, il ne faut pas nier les négligences dont font parfois preuve certains villageois, en n'assistant pas à certaines séances d'apprentissage ou en ne respectant pas toutes les consignes données.

Concernant Ngoudiane Peye aucun problème réel n'est à noter. Les femmes se disent autonomes dans la maîtrise des techniques de reboisement et d'entretien des arbres fruitiers dont elles disposent et se considèrent prêtes à reprendre en main la gestion du projet. Elles souhaitent également que de nouvelles activités dont elles seraient responsables soient développées, dans des domaines novateurs, tels que le maraîchage. Elles sont motivées pour diversifier encore leurs activités, pour autant qu'on leur en donne la possibilité, c'est à dire surtout un appui financier et technique. Le volet formation des projets n'est pas remis en cause dans ce cas d'analyse, probablement parce qu'il ne s'agit pas en soi d'une technique culturelle nouvelle, contrairement à l'installation du système d'irrigation au goutte-à-goutte.

Les avantages pour les femmes

À travers ces cas d'étude, nous pouvons mettre en lumière les gains dont les femmes ont pu bénéficier grâce à l'intervention d'une ONG. L'accès à la terre, nous l'avons vu, est le premier obstacle au développement de nouvelles activités par la femme. Mais ces tâches nouvelles sont également tributaires de l'acquisition d'autres éléments, telles que les connaissances requises à l'introduction d'une nouvelle pratique, ou les moyens financiers nécessaires pour l'achat de certains matériels.

²⁴ Propos issus des entretiens menés auprès de 10 producteurs du village de Keur Yaba, novembre 2007.

Dans les deux cas de figure observés, ces opportunités ont été offertes aux femmes. Dans le cadre des projets de développement agricole, elles ont reçu une formation aux nouvelles techniques qu'elles devaient maîtriser. Elles ont aussi obtenu une parcelle, que ce soit par un don de la part de l'ONG ou par son appui. Enfin, elles ont bénéficié du matériel et des intrants de départ nécessaires au lancement du programme. Dans le cas de Keur Yaba, les productrices ont été initiées par les agents de Green Sénégal à une technique agricole moderne, différente de ce qu'elles connaissaient jusqu'à présent. Alors que pour certaines, le maraîchage était déjà une pratique courante (avec irrigation traditionnelle), pour d'autres, il s'agissait d'une expérience totalement nouvelle. L'introduction parallèle de nouvelles variétés culturales, telles que le concombre et la carotte, aux côtés des traditionnelles (oignon, tomate, gombo), a aussi été accueillie favorablement par les productrices. Les bénéficiaires d'une parcelle ont pu recevoir une formation technique, pour la mise en installation de leur terrain, la culture de nouvelles variétés, l'entretien du système d'irrigation, etc. Les succès en termes de productivités et d'opportunités nouvelles offertes aux femmes ont engendré la volonté dans les villages voisins ou chez les femmes non bénéficiaires d'être également impliqués dans les futurs projets de l'ONG.

L'implication des femmes dans les projets de développement leur ouvre la porte à de nouvelles stratégies économiques. Dans les cas de terrain évoqués, elles restent en accord sur le fond avec les rôles et le statut accordés à la femme dans la société rurale africaine, puisqu'elles sont en rapport avec ses tâches traditionnelles de mère nourricière. Dans un contexte où la recherche de revenus supplémentaires est devenue indispensable à la survie, étendre leur champ d'activités s'imposera progressivement comme une nécessité.

Si cela reste dans le cadre d'une contribution supplémentaire au bien-être familial, les nouvelles responsabilités des femmes ne seront pas mal accueillies par les hommes (pour autant qu'ils ne sentent pas menacés dans leur rôle de chef de famille). Par contraste, elles ont besoin et réclament l'appui des ONG afin d'accéder à de nouvelles activités ou de les diversifier, et sont particulièrement fières du travail qu'elles réalisent. « Nous ne pouvons pas réclamer nous-mêmes, car ça blesserait nos maris et affaiblirait le rôle de l'homme. Tout cela, on ne peut pas le dire à haute voix. C'est à Green de nous proclamer meilleures productrices, on n'oserait jamais s'autoproclamer »²⁵.

Un atout pour la réussite d'un programme

Nous avons observé sur le terrain une plus grande application des femmes aux tâches qui leur étaient assignées, une présence plus fréquente sur les parcelles, une attention plus assidue envers les plantes, ainsi qu'un plus grand respect des consignes données par les agents de formation, par rapport aux hommes.

Alors que ces derniers ne s'impliquent réellement que lorsque des travaux indispensables sont à réaliser (épandage du fumier, mise en plant, repiquage),

²⁵ Propos tenus par une productrice de Keur Yaba, lors d'un entretien mené en novembre 2007.

leurs conjointes effectuent de façon régulière de petits travaux tels que le désherbage.

Les entretiens que nous avons effectués auprès des villageois corroborent ces observations : quand une femme évoque son travail sur sa parcelle, elle en parle avec fierté et enthousiasme : « les femmes travaillent mieux que les hommes, eux, ils sont trop fiers, et avec le temps qu'ils gagnent grâce au goutte-à-goutte, ils traînent plus », « Nous sommes plus travailleuses que les hommes, nous prêtons plus attention à nos plantes, comme si c'étaient nos enfants. On consacre plus de temps et d'amour à nos parcelles. Les hommes n'y viennent que quand il y a quelque chose d'indispensable à faire »²⁶. Autant de propos que nous avons pu recueillir et qui confirment ce que nous avons pu observer dans les faits.

Un autre exemple qui pourrait suggérer un atout supplémentaire de réussite grâce à l'implication des femmes, est le cas de Ngoundiane Peye. Grâce aux récoltes qu'elles ont pu tirer de leurs plantations, les femmes ont obtenu un supplément de revenu qui a été intelligemment réinvesti. Le groupement féminin a collecté et conservé une partie de celui-ci auprès de chaque femme membre. Ce montant a servi à l'achat des graines nécessaires aux prochains semis, ainsi qu'à celui de semences de henné pour compléter celles fournies par Green Sénégal, dans le cadre de ses projets de reboisement. Ici, la pérennité du projet est favorisée par cette démarche responsable.

Les femmes présentent également une plus grande prédisposition à s'investir dans un projet avant que les résultats concrets ne se soient révélés. Cette proposition est illustrée par nos observations menées dans le village de Mbodiene, sur la petite côte sénégalaise. Anciennement habité par des pêcheurs en raison de sa proximité avec la mer et de la présence d'une lagune, le village est aujourd'hui entré dans une sorte de léthargie profonde. Toutes les activités de pêches ont été abandonnées par les résidents locaux, et les rares pêcheurs qui viennent encore exploiter la lagune proviennent de la ville proche de Mbour. Les terres proches de la côte, qui constituaient les anciennes parcelles familiales sont aujourd'hui désertes ou abandonnées. La cause de cette situation est à rechercher du côté des conséquences négatives qu'ont eu les changements climatiques, combinés à la mauvaise exploitation des sols par l'homme. Les mangroves de la lagune, autrefois abondantes, ne forment aujourd'hui plus que quelques îlots épars. Habitats de nombreuses espèces halieutiques, l'existence de celles-ci est menacée et leur nombre a fortement diminué. Cela est aussi du à l'infiltration de l'eau de mer dans l'eau douce de la lagune. Le biseau marin cause aussi des remontées de sel dans les terres proches de la côte. La salinisation des sols qui en résulte les rend inappropriés à l'agriculture, sans une action de récupération.

Pour tenter de développer de nouvelles activités de survie dans ce contexte, des travaux de maraîchage et de pépinières ont été entrepris. Un système d'irrigation au goutte-à-goutte et des parcelles de pépinières potagères ont été installés, l'un sur un terrain accordé par l'école du village et l'autre sur le domaine privé d'une

²⁶ Propos tenus par deux productrices de Keur Yaba, durant notre séjour sur le terrain, début novembre 2007.

villageoise²⁷. Pour réaliser ces activités, il a été nécessaire de rechercher des volontaires pour entretenir des parcelles et assurer leur irrigation. Les seules personnes ayant répondu à l'appel sont les femmes du village. L'aide des hommes a été sollicitée, notamment pour effectuer de lourds travaux, mais ceux-ci ont refusé de s'impliquer dans le projet. Les femmes elles-mêmes étaient réticentes, car il leur était parfois difficile de combiner ces nouvelles tâches avec celles de l'entretien de leur maison et de la garde des enfants. C'est une fois que les premières pousses ont pointé qu'un plus grand nombre s'est montré volontaire.

Afin de coordonner leurs nouvelles tâches avec leurs occupations traditionnelles, les femmes ont organisé des tournantes, s'affectant les unes aux autres à tour de rôle la responsabilité du désherbage des parcelles ou de l'ouverture des vannes d'irrigation.

A l'heure actuelle, un seul homme s'occupe des cultures à leurs côtés. Il ne s'agit pas ici d'un exemple du rôle des ONG, mais plutôt de la participation plus spontanée des femmes dans la recherche de nouvelles stratégies économiques.

Nous ne négligeons pas le rôle de certaines valeurs dans cette moindre implication masculine, cependant nous pouvons espérer qu'à terme, quand le projet aura porté ses premiers fruits (c'est-à-dire quand les premières récoltes et ventes auront eu lieu), les hommes se sentiront davantage concernés par le maraîchage.

La promotion du rôle des femmes ne peut évidemment s'effectuer indépendamment de la prise en compte du rôle masculin. Il y a lieu aussi d'envisager les complémentarités et évolutions entraînées par les situations dont il a été question ici. Comme l'exprime l'une des productrices de Ngoundiane Peye, « il faut nous appuyer et nous aider à développer de nouvelles activités. On veut diversifier nos tâches, il faut juste nous en donner les moyens. Ce qu'une femme fait, elle le fait toujours pour sa famille, et elle le lui donne. Si l'homme va dépenser son argent pour des plaisirs personnels, la femme, au contraire, l'utilisera pour des dépenses familiales. Nous effectuons tous les travaux nous-mêmes, dans le cadre du projet de Green. Mais certains d'entre eux nécessitent l'aide de l'homme, car ce sont des travaux trop lourds à porter pour une femme. Dans ce cadre, les hommes nous encadrent très bien. On collabore avec eux²⁸ ». Au-delà de cette illustration, c'est dans la relation que les deux sexes ont établie entre eux que doivent être pensés des programmes de renforcement des capacités dans le domaine de l'agriculture. Le concept du genre doit être appliqué comme un aspect transversal au développement, et non comme une bouée de sauvetage pour une catégorie sociale infériorisée et vulnérable.

* Doctorante, Université Libre de Bruxelles.

²⁷ Le système d'irrigation, ainsi que les intrants et les semences ont été entièrement financés par une habitante du village, ressortissante Française.

²⁸ Propos tenus par la Présidente du GIE féminin de Ngoundiane Peye, novembre 2007.

Bibliographie

DOLPHYNE F.A., *The émanicipation of women : an african perspective*, Ghana UniversityPress, ACCRA, Ghana, 1991, 107p.

DRION C. *et al.*, Le genre dans les ONG, in *Le Monde selon les Femmes*, Bruxelles, 1999, 28p.

GRANIE A-M. *et al.*, *Empruntes et inventivités des femmes dans le développement rural*, IRD Editions - Presses Universitaires du Mirail, Paris, 2006, 328p.

KEVANE M., *Women and development in Africa : how gender Works*, Lynne RiennerPublishers, USA, 2004, 243p.

MANSOUR F., *Lutte contre la désertification, restauration des terres du bassin arachidier au Sénégal*, UDD, 1996

PERETU B.T., *Les Africains dans le développement : le rôle des femmes au Nigéria*, L'Harmattan, Paris, 2006, 244p.

PUGET F., *Femmes peules du Burkina Faso : stratégies féminines et développement rural*, L'Harmattan, Paris, 1999, 319p.

RAZAVI S., *Shifting burdens : gender and agrarian change Under neoliberalism*, KumarianPress, 2002, 265p.

SARR F. *et al.*, *Femmes et développements durables et solidaires*, Presses Universitaires de Namur - UNESCO, Namur, 2006, 333p.

SAVANE M_A., *Systèmes alimentaires : femmes et développement en Afrique de l'Ouest*, UNRISD, Genève, 1986, 207p.

Human Development Report 2007-2008, PNUD, 2008

Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Commission Mondiale sur l'environnement et le développement, 1987

L'évaluation de la dégradation des terres au Sénégal, FAO, projet LADA, avril 2003

TIPA, *Innovation Technico-agricole pour la lutte contre la pauvreté : rapport d'activité*, Green Sénégal, aout 2007

Plan d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques, PANA, Ministère de l'Environnement et de la protection de la Nature, Sénégal, 2006

Programme d'appui à la lutte contre la desertification, phase II: rapport de présentation, CILSS, décembre 2006

« Femmes et développement », in *Echosud*, CUD, n° 16, sept. 2007

« Plaider pour d'autres mondes », in *Le monde selon les femmes*, 6^{ème} Rencontre du Réseau Palabras, octobre 2003.